

## DANS LE CAMP SOCIALISTE...

...

**Umanità nova - 22 juin 1922**

C'est avec intérêt et un sourire ironique aux lèvres que nous suivons la polémique qui fait rage dans le camp socialiste entre «*intransigeants*» et «*collaborationnistes*».

L'intérêt, psychologique, consiste dans le fait que ces gens-la se disputent, s'injurient, se renvoient mutuellement la responsabilité du désastre actuel, sans se rendre compte qu'au fond, ils sont tous bien d'accord, et tous également responsables d'avoir brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat italien et conduit le socialisme dans le mauvais pas où il se trouve.

Les réformistes sont plus lucides; ils savent mieux ce qu'ils veulent et maintenant que le masque, le masque révolutionnaire, n'est plus utile, ils s'en débarrassent ouvertement et courageusement. Il y a bien quelques exceptions honorables mais, dans leur grande majorité, les réformistes eux aussi se disaient révolutionnaires quand cela pouvait leur être utile, pour acquérir ou conserver une certaine popularité ou encore pour obtenir des voix aux élections. Aux élections de 1919, ils se sont fait élire au Parlement - tout comme les «*intransigeants*», y compris ceux qui sont passés ensuite au parti communiste - en disant qu'ils y allaient pour le saboter et pour faire la révolution.

Les «*intransigeants*» s'imaginent, en toute bonne foi sans doute pour la plupart, qu'ils sont révolutionnaires mais les voilà qui prennent le même chemin que les réformistes - plus lentement et avec plus d'hésitations. Ils finiront comme eux, si l'action populaire ne les en empêche pas et ne les dépasse pas.

Dans la *Giustizia* de Reggio Emilia, Gino Baldesi s'exclame: «*L'intransigeance est morte. Vive le socialisme!*».

Non; c'est dès 1892 que l'intransigeance était morte et le socialisme en grand danger quand, à Gênes, les socialistes se sont définitivement séparés des anarchistes et se sont mis à chercher dans la voie de la légalité - paisible mais semée d'embûches - l'émancipation des travailleurs et l'avènement d'une société nouvelle fondée sur la justice et sur la liberté.

A partir du moment où ils se sont proposés de conquérir les pouvoirs publics en allant au Parlement et dans les conseils municipaux et provinciaux, ils ne pouvaient que modérer toujours plus leur programme, se mettre à établir des rapports de collaboration plus ou moins larvée avec les classes bourgeoises, chercher des amis et des protections dans les sphères gouvernementales, étouffer l'esprit révolutionnaire qui se réveillait dans les masses et poursuivre ce fantasme: des réformes faites en régime monarchique et capitaliste sans toucher aux bases fondamentales du régime en question.

Le socialisme qui avait été présenté comme la bonne nouvelle, la fin de toute crainte; le socialisme qui ouvrait à l'espérance le cœur des déshérités, qui poussait les masses à la révolte libératrice et faisait trembler les oppresseurs, ce socialisme ne pouvait dès lors que dégénérer, se retrouver réduit à de

vaines joutes parlementaires et finir par devenir un moyen pour gouverner, pour tromper les travailleurs et les tenir en bride.

C'est bien ce qui est arrivé.

En trente ans, le parti socialiste n'a fait que dénaturer le socialisme, le rendre inoffensif pour les institutions, l'harmoniser avec les intérêts bourgeois et empêcher que ne se produise un mouvement révolutionnaire et que ne se constitue un parti réellement révolutionnaire.

Tour à tour «réformiste», «révolutionnaire», «intégraliste», «intransigeant», «jusqu'au-boutiste», son rôle a toujours été le même: échanger l'émancipation intégrale du prolétariat et de tous contre de petites réformes, ou plutôt contre l'espoir d'obtenir de petites réformes qui peuvent momentanément et de façon illusoire adoucir les souffrances les plus aiguës mais qui ne peuvent que consolider les causes du mal social. De plus, chaque fois que la situation devenait révolutionnaire, chaque fois que la masse montrait son intention d'agir et que des hommes généreux prenaient l'initiative du mouvement, le parti socialiste était toujours là pour désavouer, paralyser, empêcher. Il disait toujours qu'on n'était pas prêt, que nos forces étaient insuffisantes pour nous assurer la victoire, que le risque était trop grand... et peut-être avait-il raison; mais ce qu'il n'a jamais dit, c'est que c'était cela qui décourageait ceux qui en voulaient, c'était cela qui s'opposait à toute préparation sérieuse. Même après la guerre, quand les conditions subjectives et objectives étaient toutes réunies pour que le régime soit chassé, même quand la révolution était en pleine action, comme à l'époque de l'occupation des usines, le Parlement a tout étouffé et a livré aux mains de la réaction fasciste les travailleurs alors démoralisés par la trahison.

Et voilà maintenant qu'une fraction du parti socialiste croit venu finalement le moment de s'allier ouvertement à une partie de la bourgeoisie, et elle s'offre sans aucune pudeur. Si elle est acceptée, elle ira au pouvoir et elle fera tout ce qu'elle peut pour rétablir l'ordre, c'est-à-dire pour sauver les institutions.

C'est clair et évident.

Mais que vont faire les «intransigeants» qui, eux aussi, voient clairement les méfaits et les dangers de la collaboration?

S'ils persistent à vouloir que leurs militants aillent au Parlement, ceux-ci feront aujourd'hui ce que les réformistes ont fait hier, et ils feront demain ce que les réformistes font aujourd'hui.

Et ce que nous disons des socialistes est vrai également pour les communistes.

Nous ne pouvons pas croire à la volonté révolutionnaire de ceux qui poussent les masses à faire confiance, à quelque degré que ce soit, aux luttes électorales et parlementaires.

Si les travailleurs veulent leur salut, qu'ils agissent eux-mêmes et qu'ils somment ceux qui se disent leurs amis de laisser Parlement et conseils municipaux pour venir combattre à leurs côtés.

(Non signé).

**Errico MALATESTA.**

-----